

- Appui à la gestion des ressources humaines
- Suivi des documents ou des déclarations imposés par les dispositions légales et réglementaires
- Mise en application de réglementations dans les dispositifs internes
- Exploitation et analyse des informations liées à l'un des services de l'entreprise (paie, financier, comptable, juridique), synthèse.

- Veille réglementaire et juridique

- Repérer dans un texte juridique les concepts fondamentaux du droit interne, du droit européen et du droit international, et les replacer dans une dimension historique.
- Se servir aisément des fondements de l'analyse juridique pour lire un texte juridique et une décision de justice, identifier les règles de droit applicables, la qualification juridique des faits et les modalités de contrôle.
- Situer le droit des personnes et celui des entreprises, des administrations et de leurs personnels dans leur contexte politique, économique et social.
- Mobiliser les principales règles comptables, financières et fiscales applicables aux individus, aux entreprises, aux administrations et à l'État.
- Identifier dans un document les modes de règlement juridique des conflits (recours gracieux, conciliation, médiation, tribunaux...).

- Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives.
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs.
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale.
- Travailler en équipe autant qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet.
- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder.
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte.
- Prendre du recul face à une situation

- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe.
- Identifier et sélectionner diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet.
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation.
- Développer une argumentation avec esprit critique.
- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française.
- Comprendre au moins une langue étrangère et s'exprimer aisément à l'oral et à l'écrit dans cette langue

Chaque mention peut être déclinée en parcours (anciennement spécialités) permettant d'acquérir des compétences complémentaires. Pour plus d'information, se reporter aux liens renvoyant sur les sites des différentes universités habilités/accréditées.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

K : Activités financières et d'assurance

L : Activités immobilières

M : Activités spécialisées, scientifiques et techniques

N : Activités de services administratifs et de soutien

O : Administration publique

S : Autres activités de services

- Assistant de gestion du personnel,

- Assistant juridique

- Négociateur immobilier

- Syndic (immobilier),

- Responsable administratif et de gestion du personnel

- Chargé d'études ou de mission en ressources humaines, en droit social

- Rédacteur juridique

Par ailleurs, de nombreux concours de la fonction publique sont accessibles avec le grade de licence

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1902 : Collaboration juridique

K1903 : Défense et conseil juridique

C1109 : Rédaction et gestion en assurances

K1706 : Sécurité publique

K1901 : Aide et médiation judiciaire

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances et compétences constitutives du diplôme (l'article 11 de l'arrêté Licence 2011). Celles-ci sont appréciées soit par un contrôle continu et régulier (prioritaire sur l'ensemble du cursus conduisant à la licence), soit par un examen

terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés.

Chaque bloc d'enseignement a une valeur définie en crédits européens (ECTS). Le nombre de crédits par unité d'enseignement est défini sur la base de la charge totale de travail requise et tient donc compte de l'ensemble de l'activité exigée : volume et nature des enseignements dispensés, travail personnel requis, des stages, mémoires, projets et autres activités. Une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 180 crédits pour le niveau licence.

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUI	NON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		<p>Leur composition comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
En contrat d'apprentissage	X		<p>Leur composition comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
Après un parcours de formation continue	X		<p>Leur composition comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
En contrat de professionnalisation	X		<p>Leur composition comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation

			<ul style="list-style-type: none"> - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
Par candidature individuelle	X		<p>Leur composition comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X		<p>Le jury est composé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une majorité d'enseignants-chercheurs - des personnes ayant une activité principale autre que l'enseignement et compétentes pour apprécier la nature des acquis, notamment professionnels, dont la validation est sollicitée.

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie	X	
Accessible en Polynésie Française	X	

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS	ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Aix Marseille Université (Aix-Marseille) : arrêté du 15/09/2014

Université de Picardie (Amiens) : arrêté du 16/09/2014

Université d'Angers : arrêté du 28/08/2014

Université d'Artois : arrêté du 04/12/2014

Université d'Avignon et des pays du Vaucluse (Avignon) : arrêté du 04/11/2014

Université de Franche-Comté (Besançon) : arrêté du 04/11/2014

Université de Bordeaux : arrêté du 19/11/2014

Université de Bretagne Occidentale (Brest, UBO) : arrêté du 16/09/2014

Université de Bretagne Sud : arrêté du 16/09/2014

Université de Caen Basse Normandie (Caen) : arrêté du 08/09/2014

Université de Cergy-Pontoise : arrêté du 20/10/2014

Université de Savoie Mont Blanc (Chambery) : arrêté du 23/10/2014

Université d'Auvergne (Clermont-Ferrand 1) : arrêté du 04/09/2014

Université Pasquale Paoli (Corse) : arrêté du 17/10/2014

Université de Bourgogne (Dijon) : arrêté du 17/10/2014

Université Evry Val d'Essonne : arrêté du 08/09/2014

Université Mendes France (Grenoble 2) : arrêté du 30/09/2014

Université de La Réunion : arrêté du 18/09/2014

Université de La Rochelle : arrêté du 17/10/2014

Université du Havre : arrêté du 02/09/2014

Université du Maine (Le Mans) : arrêté du 01/09/2014

Université Lille 2 : arrêté du 05/09/2014

Université de Limoges : arrêté du 08/10/2014

Université du Littoral Côte d'Opale (ULCO) : arrêté du 05/09/2014

Université de Lorraine : arrêté du 16/09/2014

Université Lumière (Lyon 2) : arrêté du 05/09/2014

Université Jean Moulin (Lyon 3) : arrêté du 04/11/2014

Université de Montpellier (Montpellier 2) : arrêté du 10/11/2014

Université de Haute Alsace (Mulhouse) : arrêté du 05/09/2015

Université de Nantes : arrêté du 05/09/2014

Université Sophia Antipolis (Nice) : arrêté du 29/12/2014

Université de Nîmes : arrêté du 02/09/2014

Université de Nouvelle Calédonie : arrêté du 05/09/2014

Université d'Orléans : arrêté du 02/09/2014

Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1) : arrêté du 13/10/2014

Université Paris Ouest Nanterre La Défense (Paris 10) : arrêté du 06/11/2014

Université Paris Sud (Paris 11) : arrêté du 09/09/2014

Université Est Créteil Val de Marne (Paris 12) : arrêté du 09/10/2014

Université Paris 13 Nord : arrêté du 04/11/2014

Université Panthéon-Assas (Paris 2) : arrêté du 14/10/2014

Université Paris Descartes (Paris 5) : arrêté du 17/10/2014

Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis : arrêté du 08/09/2014

Université de Pau et des Pays de l'Adour (Pau) : arrêté du 25/11/2014

Université de Perpignan : arrêté du 04/09/2014

Université de Poitiers : arrêté du 17/10/2014

Université de Polynésie Française : arrêté du 17/09/2014

Université Champagne Ardennes (Reims) : arrêté du 13/10/2014

Université de Rennes 1 : arrêté du 01/12/2014

Université de Rouen : arrêté du 15/10/2014

Université Jean Monnet (Saint Etienne) : arrêté du 04/11/2014

Université de Strasbourg (UNISTRA) : arrêté du 30/09/2014

Université Toulon-Var (Toulon) : arrêté du 03/10/2014

Université Capitole (Toulouse 1) : arrêté du 16/09/2014

Université François Rabelais (Tours) : arrêté du 02/09/2014

Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis (Valencienne) : arrêté du 20/10/2014

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines : arrêté du 04/11/2014

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Code de l'éducation : articles L 613-3 et **L 613-4**

Références autres :

Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master

Pour plus d'informations

Statistiques :

Autres sources d'information :

[Aix Marseille Université](#)

[Université de Picardie](#)

[Université d'Angers](#)

[Université d'Artois](#)

[Université d'Avignon et des pays du Vaucluse](#)

[Université de Franche-Comté](#)

[Université de Bordeaux](#)

[Université de Bretagne Occidentale \(UBO\)](#)

[Université de Bretagne Sud](#)

[Université de Caen Basse Normandie](#)

[Université de Cergy-Pontoise](#)

[Université de Savoie Mont Blanc](#)

[Université d'Auvergne](#)

[Université Pasquale Paoli](#)

[Université de Bourgogne](#)

[Université Evry Val d'Essonne](#)

[Université Mendes France](#)

[Université de La Réunion](#)

[Université de La Rochelle](#)

[Université du Havre](#)

[Université du Maine](#)

[Université Lille 2](#)

[Université de Limoges](#)

[Université du Littoral Côte d'Opale](#)

[Université de Lorraine](#)

[Université Lumière](#)

[Université Jean Moulin](#)

[Université de Montpellier](#)

[Université de Haute Alsace](#)

[Université de Nantes](#)

[Université Sophia Antipolis](#)

[Université de Nouvelle Calédonie](#)

[Université Panthéon-Sorbonne](#)

[Université d'Orléans](#)

[Université Paris Ouest Nanterre La Défense](#)

[Université Paris Sud](#)

[Université Est Créteil Val de Marne](#)

[Université Paris 13 Nord](#)

[Université Panthéon-Assas](#)

[Université Paris Descartes](#)

[Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis](#)

[Université de Pau et des Pays de l'Adour](#)

[Université de Perpignan](#)

[Université de Poitiers](#)

[Université de Polynésie Française](#)

[Université Champagne Ardennes](#)

[Université de Rennes 1](#)

[Université de Rouen](#)

[Université Jean Monnet](#)

[Université de Strasbourg](#)

[Université Toulon-Var](#)

[Université Capitole](#)

[Université François Rabelais](#)

[Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis](#)

[Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines](#)

[Université de Nîmes](#)

Lieu(x) de certification :

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Historique de la certification :